l'enthousiasme. Il en va ainsi quand les objectifs d'un mouvement de masses ne sont pas précisés, quand aucune stratégie ne lui est proposée, quand la confusion règne à propos des alliés possibles et des ennemis réels.

La débandade de 1939 devant la guerre impérialiste était inscrite dans les illusions du Front populaire. Mais les défaites sans combats sont rarement éducatives. Pour la majorité des travailleurs, l'expérience des années 30 apporta peu sur le plan politique ; elle contribua au discrédit de la social-démocratie sans dissiper pour autant les illusions parlementaristes. De cette expérience, il ne subsista que l'essentiel qui avait été écrit dans le langage des luttes de classes : l'entrée dans l'action syndicale et politique de milliers d'inorganisés, le nouveau rapport de forces historiques entre salariés et bourgeois. Et le Parti communiste français qui s'était trouvé au centre de ce mouvement d'organisation devint, au sens plein de ce terme, un parti de masses, *le premier qui ait existé en France.* Dans l'ensemble de la classe ouvrière, et tout particulièrement dans les secteurs les plus concentrés et les plus modernes, il fut la première organisation politique vers laquelle se tournèrent des milliers de travailleurs. Il s'identifia et fut identifié à la nouvelle étape abordée par le mouvement ouvrier. Une force politique qui incarne une mutation historique des masses acquiert une puissance et une capacité de durée exceptionnelles. On a pu le constater avec le péronisme, organisateur du nouveau prolétariat argentin : les pires trahisons et les pires défaites ont pu s'accumuler pendant des années avant que son hégémonie sur la classe ouvrière commence à être entamée. Toutes proportions gardées, il en va de même avec le Parti communiste français dont le secret de longévité a pour origine principale la place qu'il a occupé en juin 36.

On attribue souvent ce succès du P.C.F. à l'image de gauche qu'il a su donner de lui-même. Parti petit frère du parti bolchevik, héritier de quelques parcelles de la Révolution russe, allié de l'Union soviétique, il avait su ne pas participer au gouvernement : il restait un recours possible pour une lutte plus radicale. Tout cela est vrai et Jean Ellenstein a tort, du point de vue de l'intérêt de son Parti, de penser que ce fut une erreur pour les communistes français de ne pas accepter de Léon Blum quelques portefeuilles : les rapports auraient été beaucoup plus difficiles avec les grévistes pour des dirigeants investis de responsabilités ministérielles ; les risques de débordement auraient été beaucoup plus grands. Toutefois ces explications, qui renvoient au seul domaine politique, ne prennent pas en compte une réalité beaucoup plus fondamentale : *le P.C.F. était la seule organisation qui ait formé des militants politiques d'entreprise.* Dès 1924, le Parti s'était engagé dans une « bolchévisation » qui avait abouti à la pire des bureaucratisations internes. Mais il avait décidé en même temps de baser son action sur les cellules d'usine. Effort bien peu couronné de succès, tant était rude la répression patronale, tant aussi les lignes successives de l'Internationale communiste étaient marquées du sectarisme le plus délirant. Mais un

résultat au moins avait été obtenu : l'existence de centaines de cadres ouvriers de base, résolus, expérimentés, disciplinés, capables en un mot d'être au premier rang de tout mouvement d'ampleur.

Ce sont ces cadres qui, avec des adhérents plus récents, avec des inorganisées, ont constitué l'avant-garde de lutte qui s'est manifestée de 1936 à 1938. Ils ont contribué, de façon décisive, au succès du P.C.F., alors qu'ils auraient pu battre en brèche son orientation capitulative. Pourquoi ?

Responsables de masses

La première explication qui vient à l'esprit est que les militants communistes n'ont pas encore, faute d'expériences suffisantes, pris conscience de la véritable nature de leur Parti. Il est vrai, en effet, qu'il leur est impossible d'imaginer la dégénérescence de l'Union soviétique. Le stalinisme est une réalité impensable pour eux qu'une information bien orientée prive de connaissances sérieuses, qu'une éducation politique déformatrice empêche de rechercher ailleurs, et surtout pas dans la « presse bourgeoise », des renseignements, qu'un internationalisme dévoyé pousse à faire dépendre leurs propres perspectives du destin de l'Union soviétique. Il est non moins vrai que tous les facteurs qui ralentissent l'initiative de la masse pèsent encore plus sur eux parce qu'ils sont militants et se sentent responsables de l'issue des luttes en cours. Pour eux plus que pour n'importe qui, les aspects choquants de la politique nationaliste du P.C.F. peuvent passer pour une tactique momentanée, par laquelle on jette du lest à droite pour mieux préparer le coup de Jarnac de la revanche. L'empirisme et le réalisme à court terme sont les images de marque de la grande politique telle qu'elle se fait quotidiennement, au grand jour des Etats bourgeois. Le mouvement ouvrier est naturellement contaminé de ces tares, surtout lorsqu'il est sous l'influence de bureaucraties, socialistes ou staliniennes.

Cependant, il y aurait quelque paternalisme à considérer les militants communistes de 1936 comme de grands enfants auxquels ne manquerait que quelques années supplémentaires de vache enragée pour accéder à la vérité révolutionnaire. Car ces hommes et ces femmes, peu formés politiquement, obscurcis dans leur jugement par le stalinisme sont *en même temps* les animateurs et les organisateurs d'un très vaste mouvement de masses qui ébranle la domination bourgeoise. Ils ont donc à leur disposition, pour juger des grandes orientations qu'on leur propose, des critères pratiques dont nul ne peut nier l'efficacité. Et l'on sait qu'en plusieurs circonstances, ils se sont trouvé en opposition avec certaines actions du P.C.F. Rappelons la lettre de Maurice Honel, citée précédemment. Peut-on croire que *l'Humanité,* qui avait perdu depuis

des années l'habitude d'organiser des tribunes dans ses colonnes, aurait fait état d'un document consacré à « l'anxiété » des travailleurs quant à l'avenir, si les idées dont le député de Clichy se faisait l'écho, n'avaient été répandues largement dans le Parti ?

On est donc amené à penser que les militants du P.C.F. ont fait en refusant toute démarche de rupture avec leurs dirigeants, *un choix politique*. Choix qui prend les formes d'une fidélité organisationnelle, entachée d'énormes confusions. Choix lourd de conséquences, à coup sûr, mais choix délibéré : il n'est pas question pour eux de s'isoler de la masse des travailleurs qui, quand bien même sa combativité la pousse à des solutions plus radicales que celles qu'on lui propose, se tourne vers le Parti communiste, lequel, en dépit de tout, apparaît comme l'axe organisationnel des nouveaux temps du mouvement ouvrier.

Leur décision est facile à comprendre. Lorsque survient la grève générale, riche en créativité mais profondément inorganisée au départ, comme tous les mouvements de portée révolutionnaire, les militants les plus conscients sont confrontés à un problème grave : comment donner forme efficace à cette irruption, largement spontanée, comment lui donner un maximum de cohésion ? C'est à ce carrefour que se rejoignent deux pulsions différentes : la nécessité d'assurer une cohérence d'ensemble au mouvement, en le structurant, en empêchant qu'il s'éparpille ; et, d'autre part, l'intention, presque clairement avouée, des dirigeants communistes de *contrôler* toute initiative de la base qui pourrait briser le cadre fragile de la politique de Front populaire. La rencontre de ces deux inclinations amène à une pratique organisationnelle très nette : les tâches permanentes, les tâches d'encadrement quotidien, sont confiées, dans un climat de quasi-unanimité, aux militants les plus expérimentés. De 1934 à 1938, ceux qui assument les fonctions dirigeantes dans les entreprises, ceux qui sont *délégués*, soit pour rencontrer le patron, soit pour représenter les camarades dans les coordinations, sont des militants qui ont fait leurs preuves au cours des années de difficultés. La promotion des jeunes à des postes de responsabilité permanente ne se fait que lentement, au fur et à mesure que les nouveaux venus ont subi une formation — très spéciale — à l'intérieur du P.C.F. Au cours et au lendemain même de la grève, sont investis de responsabilités les militants les plus anciens, à savoir ceux qui, contre vents et marées, se sont fait connaître dans les combats de la période précédente ou ceux qui ont appuyé, avec plus ou moins de distance, l'action politique et syndicale que menaient les communistes dans les entreprises avant 1936 (42). C'est donc une minorité de militants qui se trouve au confluent de la poussée des masses et des exigences de la politique défendue par Thorez.

(42) Bertrand Badie (*Les grèves du Front populaire aux usines Renault, op. cit.*), emploie, pour cette catégorie de sympathisants actifs, l'expression de « quasi syndiqués ». Il s'agit, selon lui, de travailleurs qui, bien qu'en accord

Cette situation implique d'énormes charges : la moindre décision mal venue peut mettre en cause, avec la combativité des masses, tout le rapport de force nouvellement créé, tous les résultats récemment acquis. Ceci pousse à la plus grande prudence dans les choix fondamentaux. En outre, le passé de chacun des militants communistes pèse sur son comportement politique — pour le meilleur comme pour le pire. Tous ces cadres de base ont été formés à des périodes diverses des années de jeunesse du P.C.F. Ils ont beaucoup vu et beaucoup éprouvé. La dominante fondamentale de leur idéologie est, sans nul doute, leur croyance dans le Parti. Une organisation cohérente, disciplinée, intervenant systématiquement dans les masses leur paraît indispensable. C'est moins une fidélité théorique aux principes léninistes qui leur inspire cette conviction qu'une expérience accumulée de longue date. La connaissance pratique des difficultés causées par la dureté de la répression patronale *aussi bien que par le faible niveau de conscience des travailleurs* les a acquis à la discipline collective du Parti d'avant-garde. Et ce Parti a été suffisamment difficile à construire depuis 1920 pour qu'on arrive aisément à menacer son unité, surtout lorsque des adhésions massives viennent apporter une sanction favorable aux efforts des années pénibles.

Et puis, en face, il y a la S.F.I.O., triste exemple de ce qu'il ne faut faire ni sur le plan politique ni dans le domaine organisationnel. En 1936, les souvenir sont encore vivaces de ce que l'Union sacrée a coûté au peuple en morts et en misère. Le grand élan de refus de la guerre qui, à Tours, a contribué à poussé la majorité des militants vers la Révolution russe n'est pas mort. Il survit dans une hostilité à l'égard de la social-démocratie. Les extravagances sectaires du P.C.F. qui, au cours de la « troisième période », faisait des socialistes l'ennemi principal, n'ont pu que renforcer cette disposition. Et, il faut le souligner, toutes les pratiques des dirigeants socialistes, l'exercice du pouvoir par Léon Blum sont là pour nourrir l'antipathie des militants communistes. Ceux-ci veulent l'unité ouvrière aussi fortement que n'importe qui ; mais cette détermination est parfaitement compatible avec une méfiance systématique à l'égard de la S.F.I.O. *qu'il faut éviter à tout prix de renforcer en gênant publiquement la direction du Parti.*

avec les objectifs des communistes, ne s'engageaient pas totalement, en général par crainte de la répression patronale, que certains d'entre eux avaient connue à des périodes antérieures, avec toutes les conséquences catastrophiques qu'elle impliquait pour la vie personnelle du travailleur. Ce retrait par rapport à l'engagement militant n'impliquait pas de divergences politiques avec la ligne syndicale du P.C.F. Dès les premiers moments d'une lutte de grande ampleur, cette catégorie se trouve de plain-pied avec l'exercice des responsabilités. Badie souligne par ailleurs à quel point l'encadrement du mouvement de masse était poussé : les délégués d'atelier étaient, chez Renault, coiffés par un comité central de grève de 12 membres qui, jusqu'en 1939, se retrouveront à tous les postes de responsabilité. Tous les témoignages tendent à prouver que la situation était identique dans la plupart des entreprises.

La formation reçue à l'intérieur du P.C.F. pousse les militants à mettre un signe d'égalité entre communisme et monolithisme. Il ne faudrait pas en déduire pour autant qu'ils ont intériorisé les lignes suivies par leurs dirigeants. Respecter la discipline est une chose, conserver des réserves intérieures en est une autre. Les années d'isolement et de sectarisme ont marqué les plus conscients. Même s'ils ont accepté à l'époque les orientations du Parti, ils ont gardé le pire des souvenirs de l'isolement connu à l'époque, des manifestations minoritaires et de tout ce qui les coupait de la masse des travailleurs. Car il s'agit moins, chez eux, d'une réflexion politique globale sur les perspectives d'un souci tenace de rester liés à leur milieu d'intervention, sans être contraints à des gesticulations par quelqu'ordonnance venue d'en haut (43). En 1936, les syndicats commencent à exister, les cellules se multiplient, il devient clair que l'on entre dans une ère nouvelle des luttes ouvrières, les minoritaires bannis des années 20 deviennent des dirigeants de masses : ces résultats doivent être acquis et consolidés à tout prix. Ce qui veut dire que, pour effacer le passé, les *militants communistes font passer avant leurs éventuelles hésitations politiques leur détermination de rester à la direction du mouvement des travailleurs dans leur secteur.* Pour y parvenir il est nécessaire de rester dans le Parti, où l'on peut toujours croire que l'on pourra porter ses divergences.

Le choix des militants communistes qui encadrent le mouvement ouvrier après 1936 se présente donc sous le double aspect d'une option en faveur de la liaison avec les masses et d'une option en faveur d'une organisation politique jouant le rôle d'avant-garde. On peut parler de choix politique dans la mesure où il s'agit de la réponse de militants plus conscients que la moyenne à une mutation qui s'opère à l'échelle

---

(43) Dans ses *Souvenirs d'un condamné à mort* (Editions Sociales, 1976, p. 187), Raoul Calas, adhérent de 1924, élu au Comité central de 1945, raconte son expérience de dirigeant de la Région Nord au début des années 30. « Nous en arrivions... à considérer la social-démocratie comme le principal ennemi à combattre, alors que cet ennnemi était la grande bourgeoisie extrêmement puissante dans le Nord... C'est dans ces circonstances que je fus amené à douter de la tactique classe contre classe et à l'exprimer honnêtement... Cette tactique conduisait à rendre momentanément plus difficiles les rapports entre travailleurs communistes et socialistes et l'organisation de l'action commune avec ces derniers... Je finis par me convaincre de la justesse de la tactique classe contre classe. Je comprenais mieux qu'à la faveur de celle-ci, les travailleurs qui se dressaient momentanément contre elle, se convaincraient plus tard de sa justesse, grâce aux explications du Parti et grâce aussi à leur propre expérience. » Il a fallu que le P.C.F. opère un tournant à 180° pour que les travailleurs cessent de se « dresser momentanément » contre l'orientation en question. On peut considérer le témoignage de Calas comme révélateur du malaise de certains cadres moyens du Parti, de militants de base aussi. Autre exemple, Marcel Paul fit pendant de longues années, de la Fédération C.G.T. de l'éclairage, un fief que la direction du Parti ne lui disputait pas, à condition qu'il n'exprime publiquement aucun désaccord avec sa politique. Paul, membre du Comité central, respecta le marché, mais, *en privé,* ne cacha jamais ses critiques, souvent fondamentales contre la ligne officielle.

de tout le monde du travail. Il y a concordance, à l'époque, entre le mouvement qui pousse les salariés vers les syndicats et les partis ouvriers et la fidélité des responsables de base au P.C.F. Mais ce serait s'aveugler face à la réalité de retenir que ces aspects fondamentalement positifs. En effet, le mécanisme de décision d'un militant n'est mû seulement par l'évolution générale des luttes ; il est largement conditionné aussi par les moyens d'analyse et les capacités de jugement qui créent chez lui sa formation et son expérience antérieures. De ce côté là, en France, le passif est lourd.

Il n'existe dans ce pays aucune tradition marxiste sérieuse et si la fondation du P.C.F. a profondément modifié la nature du militantisme et des systèmes d'organisation, elle n'a que très partiellement introduit une éducation communiste authentique. Un certain nombre d'idées ont été répandues mais bien souvent de façon schématique, linéaire (44). La victoire du stalinisme en Union soviétique a décuplé tous les défauts premiers en leur surajoutant les vices fondamentaux d'une politique apportuniste puis contre-révolutionnaire. L'internationalisme prolétarien ? Certes, mais de plus en plus confondu avec le soutien aveugle à l'U.R.S.S. La capacité à mener des actions d'avant-garde ? Oui, mais sans aucune liaison avec une analyse sérieuse de la société. On peut conclure, sans multiplier les exemples, que les militants communistes français n'ont eu aucune occasion d'acquérir une méthode de pensée, non plus que les éléments d'une stratégie révolutionnaire. Le seul débat important qui ait traversé le Parti a concerné les problèmes du front unique, dans les années 1922-1923 (45). Mais il a été mené dans une confusion rare, due aux faiblesses originelles du P.C.F. et, comme dans toute l'Internationale communiste, il est arrêté avant d'être parvenu à son terme, dans les temps troubles qui suivirent la mort de Lénine et accompagnèrent le triomphe de la bureaucratie. Depuis, rien, si ce n'est les commentaires mystifiants et démoralisateurs que les dirigeants proposèrent à titre d'explication des virages fréquents et des échecs permanents du mouvement communiste international.

De ce fait, les militants communistes sont relativement désarmés devant une situation de mobilisation ouvrière qui pose des problèmes politiques difficiles. Ils n'ont, d'autre part, aucune habitude de la démocratie, ni à l'intérieur du Parti, ni au sein du mouvement ouvrier. Leur sens de la discipline, né d'un très authentique désir d'efficacité prend

(44) Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à la collection des *Cahiers du bolchevisme,* revue théorique du P.C.F., à partir de 1924. Si on laisse de côté les très nombreux textes soviétiques qui y sont reproduits, on y trouve, le plus souvent, des articles sommaires, écrits dans un langage de béton armé et dont l'ambition la plus grande semble être de réduire la complexité des situations étudiées à quelques schémas éprouvés, destinés à servir de simples traits d'union entre deux citations des pères fondateurs de la doctrine.

(45) La lutte entre Staline-Boukharine et l'opposition de gauche fut connue mais sans information sérieuse. Elle fut mal suivie et pas du tout comprise par la majorité des militants.

rapidement la forme d'une soumission au caporalisme ambiant. La divergence est perçue par chacun comme une faute, dont il faut s'éviter la honte de la révélation publique en la taisant et en s'auto-convaincant de son erreur. A partir de là naît un état d'esprit de méfiance et d'exclusivisme qui facilite l'acceptation des mensonges et des calomnies staliniennes. L'antitrotskysme (et, rappelons-le, est « trotskyste » tout ce qui est à gauche du P.C.F.) devient un mode d'autodéfense contre la pensée critique. Ce désarmement politique généralisé a des conséquences graves : il fait resurgir chez les militants bien des traces du passé du mouvement ouvrier français qui reflètent son adaptation historique à la société bourgeoise. Le processus prend des formes différentes de celles qu'il adopte parmi la majorité des travailleurs. Mais il aboutit aussi à une reviviscence du chauvinisme, du gradualisme et du légalisme.

Pour conclure sur ce point capital, il reste à répéter que, malgré leurs hésitations, voire leurs oppositions à la ligne du Parti, les membres du P.C.F. qui constituent la texture de l'avant-garde ouvrière de 1936, ont fait un choix politique. Ils ont traduit les pressions des courants profonds qui agitaient les masses dans les termes de leur vision politique limitée. Ils ont décidé d'être des militants communistes de masses et accepté de devenir staliniens. Pour ceux d'entre eux qui, lorsque l'échec du Front populaire devint patent, eurent des doutes, ils étaient trop près dans le système nouvellement établi pour mener un combat d'opposition, qui ne pouvait plus d'ailleurs renverser le cours des défaites. Mais, en définitive, *les ouvriers communistes les plus conscients n'étaient pas disposés à adopter un programme révolutionnaire qui les aurait amenés à rompre avec leur Parti.*

La révolution, dites-vous ?

Il est possible de revenir maintenant à la critique du pronostic de Trotsky : Y avait-il une situation révolutionnaire en France, à partir de la grève générale de 1936 ? Mais, tout d'abord, qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Si l'on se reporte à toutes les expériences historiques, il s'agit d'une *brève* période, au cours de laquelle existe *la possibilité immédiate de la prise du pouvoir* par le prolétariat. Si celui-ci ne met pas à profit la chance qui lui est offerte, il ouvre la voie à une contre-révolution violente. Lénine a, dans la *Maladie infantile du communisme,* donné de la situation révolutionnaire une définition qu'il est bon de rappeler, en la détaillant. Les conditions nécessaires à une lutte directe pour le pouvoir sont au nombre de trois : crise de la domination bourgeoise, crise des classes moyennes, mobilisation des masses contre l'Etat. La classe dominante, gravement atteinte par des difficultés économiques, diplomatiques, militaires ou politiques, est divisée sur la

stratégie qu'il convient d'adopter face à la montée des travailleurs. Ses divergences sont suffisamment inconciliables pour ne plus pouvoir être exprimées dans les institutions étatiques traditionnelles ; elles envahissent la place publique, provoquant notamment un désarroi, générateur de paralysie, de l'appareil d'Etat qui se trouve, de ce fait, entravé dans l'exercice de ses fonctions d'organisation et de répression, même lorsqu'une partie de ses composantes se prépare activement à l'usage de la violence anti-ouvrière. Les différentes couches qui composent les classes moyennes, victimes au premier chef de la crise sociale, voient se rompre les liens objectifs qui, en période normale, les associent à la classe dominante ; elles cherchent fébrilement de nouvelles solutions politiques et une partie importante d'entre elles est prête à accepter l'initiative du mouvement ouvrier. Du côté des masses salariées, la mobilisation a atteint un niveau tel qu'existe, au moins potentiellement, un réseau d'organismes de base qui constituent un pouvoir opposé au pouvoir de l'Etat bourgeois ; d'autre part, la prise de conscience de la majorité des travailleurs est suffisante pour qu'aucune hésitation ne subsiste sur l'identité de l'ennemi à abattre — le pouvoir bourgeois sous toutes ses formes. Il faut enfin qu'existe une force politique organisée, pourvue d'une vision claire des objectifs à atteindre, capable de formuler des propositions d'action qui permettent d'unifier les formes variées de mobilisation ouvrière en un assaut contre l'Etat.

Le simple énoncé de ces conditions suffit à montrer *qu'en juin* 36, *la situation française n'était pas révolutionnaire,* tout particulièrement parce qu'au sein du mouvement ouvrier, les dirigeants ne voulaient pas se battre pour le pouvoir et la base n'était pas prête à les déborder. Mais cette constatation implique seulement que la perspective d'une prise du pouvoir immédiate était exclue. Elle n'épuise pas la question posée. Une situation révolutionnaire, par définition brève, ne surgit pas à l'improviste. Elle est l'aboutissement *d'une longue période de crise politique,* au cours de laquelle arrivent à maturation, dans chacune des classes en présence, les éléments du rapport de forces nouveau qui s'exprime, au moment extrême, par l'alternative : le pouvoir, ou bien à la bourgeoisie, ou bien au prolétariat. Les jours où il devient possible de renverser le pouvoir en place sont précédés par des mois, des années mêmes d'accumulation des contradictions. *La situation révolutionnaire procède d'une situation pré-révolutionnaire.* C'est-à-dire d'une situation où les plus larges masses, ordinairement contraintes au silence, entrent en mouvement et approfondissent par là même la crise de la société, jusqu'à l'éventuel paroxysme final. Il est certain que Trotsky, lorsqu'il parlait de la France du Front populaire, parlait d'une société soumise à une situation *pré*-révolutionnaire. Tout ce qu'il dit sur l'instabilité de la situation, l'incertitude de l'issue (fascisme ou révolution prolétarienne) va dans ce sens. La grève générale lui semble représenter un seuil, à partir duquel tous les processus s'accélèrent. Lorsqu'il écrit : « La Révolution française a commencé », il constate les posssibilités nou-

velles et, tout en même temps, incite à l'action. D'où la formulation catégorique. Mais il ne croit pas pour autant à l'instantanéité de la révolution. Toutes les citations qui ont été faites montrent au contraire qu'il pense *en terme de processus.*

Mais peut-être le diagnostic de situation pré-révolutionnaire est-il déjà excessif ? Après tout, la bourgeoisie avait du ressort, comme la suite des événements l'a prouvé. Cette thèse, qui a d'innombrables défenseurs, mériterait d'être discutée en détail. On se bornera à rappeler sommairement le degré de perturbation de la domination bourgeoise en France. La journée du 6 février 1934 était une émeute, non pas une tentative de prise du pouvoir par une extrême-droite qui était fasciste par ses intentions plus que par sa réalité socio-politique. Elle n'en fut pas moins symptômatique du pourrissement de la République. Pourrissement dû, dans une large mesure, à une crise de direction au sein de la bourgeoisie. Celle-ci n'est pas unifiée autour des solutions possibles pour elle. La remarque vaut dans le domaine économique et financier, où aucune mesure capable de résoudre le déficit de la balance des paiements, d'assurer le redémarrage de la production, d'assainir la monnaie ne fait l'unanimité des camps en présence. Sur le plan international, fondamental en cette période de préparation à la guerre, pas d'unité non plus, en particulier par rapport à l'Allemagne hitlérienne. Et il en va de même en ce qui concerne la politique à suivre à l'intérieur : la classe dominante hésite entre le recours à des solutions de force et le maintien de la démocratie parlementaire, aux prix de concessions au mouvement des masses. L'extrême-droite a des sympathies nombreuses dans les milieux dirigeants du patronat mais, parmi les chefs des plus grandes entreprises, existe un courant moderniste, prêt à une politique sociale et au rapprochement avec l'U.R.S.S. (46). Les réactions face à la grève générale sont significatives des désaccords existant. Ce sont les dirigeants de la Confédération générale de la production qui sollicitent du gouvernement la réunion de Matignon. Représentants de grosses entreprises qui ont la possibilité de faire des concessions, ils cèdent beaucoup de terrain. Leur comportement provoquera une levée de boucliers de la part des dirigeants d'entreprise de moyennes dimensions — les plus nombreuses, étant donné l'arriération des structures de l'économie française. Il en résultera un bouleversement de l'organisation patronale et l'élimination de son président, René Duchemin, directeur de Kuhlman et négociateur de Matignon (47).

Dans l'appareil d'Etat, les conflits sont moins apparents. On ne voit pas encore, comme de nos jours, des corps entiers qui étaient jusque-là au nombre des assises de l'ordre social, remettre en question la légitimité de ceux qui les dirigent. Mais un conflit existe entre les

(46) C'est le cas d'Ernest Mercier, du trust de l'électricité, François Lehideux, neveu de Renault, est très attaché au compromis social de Matignon.

(47) Cf. Henry W. Ehrmann, *La politique du Patronat français, 1936-1955* (Colin, 1959) et Bernard Brizay, *Le Patronat* (Seuil, collection, 1975).

fascistes, qui ont l'initiative dans l'armée et la police, et les partisans du *statu quo*. A propos de l'usage de la force contre les travailleurs, il y a divergences et cela ne facilite pas une intervention rapide. Pour que les forces de répression et l'administration passent unanimement du côté de la droite fascisante, il faut une transformation de la situation générale. Les comploteurs en tous genres s'y emploient mais, il faudra qu'après le reflux du mouvement populaire, le régime s'effondre avec la défaite militaire, pour qu'ils atteignent leur but. Dans l'intervalle, l'appareil étatique est du côté de l'ordre mais hésite. Le développement systématique de l'organisation des masses pourrait accentuer le désarroi.

On a beaucoup parlé de la grande peur des classes moyennes. Les historiens du P.C.F. se sont fait une spécialité de l'affaire, suivant en cela Maurice Thorez qui, le 11 juin 1936, fondait notamment son appel à la reprise du travail sur la crainte d'une rupture avec cette catégorie sociale. Qu'en était-il exactement ? Une chose est certaine : la peur du désordre était grande, à la ville comme à la campagne ; et les élections de 1936 n'ont pas marqué un raz-de-marée vers la gauche ; la droite a perdu moins de 1,5 % des électeurs inscrits et donc conservé sa clientèle petite-bourgeoise et paysanne. Mais des signes existaient d'une nouvelle dynamique dans les classes moyennes : le déclin des radicaux dont une partie des électeurs commence à voter socialiste, surtout dans les régions agricoles touchées par la crise ; d'autre part, le mouvement de grève a marqué l'entrée en scène de couches telles que les employés de magasins ou le personnel de l'hôtellerie. Il s'agit là de manifestations encore limitées mais qui pouvaient être renforcées non pas en restant à mi-chemin de toute solution, comme l'ont fait les dirigants du Front populaire, mais en organisant une liaison directe des classes moyennes et de la paysannerie avec un mouvement ouvrier en renforcement continu. Lorsque Thorez, dans son discours de juin 36, tire argument de ce que la récolte de cerises risque de pourrir du fait de la grève des transports, il omet délibérément d'envisager une solution qui n'a rien de révolutionnaire mais qui implique qu'on sorte de la légalité courante : un accord entre grévistes et petits producteurs pour le transport et la distribution de la récolte. La paysannerie peut craindre la violence ouvrière mais l'histoire a montré qu'elle ne recule pas devant des mesures qui lui apportent un avantage économique. A partir d'actions de ce genre, de nouveaux rapports peuvent être créés.

On touche ainsi à nouveau le nœud du problème. Une situation de crise pré-révolutionnaire ne peut durer éternellement, à plus forte raison, elle ne peut se développer dans une direction positive pour les travailleurs sans l'intervention d'une organisation politique. Encore une fois, la mobilisation des ouvriers naît de la crise elle-même, avec une marge certaine de spontanéité. Mais la lutte centrale contre l'Etat de classes exige une orientation consciente que ne peut acquérir spontanément le mouvement de masses le plus radical. Encore une fois, cette prise de conscience ne s'effectue pas tant au gré d'une propagande sur la nécessité

de la dictature du prolétariat mais bien plutôt d'une agitation qui, dans chaque lutte, montre le lien avec la question politique centrale, la question du pouvoir. Le rôle d'un parti communiste est de mener un tel travail. Le P.C.F. a choisi d'effectuer le travail inverse, de faire obstacle à tout progrès collectif des travailleurs vers une compréhension stratégique. Il a été un obstacle à une évolution politique de la situation pré-révolutionnaire. Et lorsque Jean Gacon (mais ce pourrait être n'importe quel autre porte-parole de la direction du P.C.F.) écrit : ... Il n'y a *situation révolutionnaire* que lorsqu'au moins une partie du mouvement ressent celui-ci comme un acte émancipateur et obtient l'adhésion de ses alliés, pour aller jusqu'au bout » (48), il met tout simplement entre parenthèses... la lutte politique. Pour lui, il n'existera *jamais* de situation révolutionnaire car il faudra, avant qu'elle soit jugée digne d'être reconnue comme telle, que le mouvement ait de lui-même franchi les étapes d'une prise de conscience qu'il ne peut parcourir seul. En abandonnant le concept de situation pré-révolutionnaire, que Lénine lui-même utilisait fréquemment, Gacon (ou tel autre : Jacques Chambaz, pour sa part, assimile révolution et pré-révolutionnaire), situe ses analyses en dehors de la réalité : la mobilisation des travailleurs n'est pas appréhendée, en fonction d'un rapport entre les classes à un moment déterminé, en fonction de sa dynamique ; elle devient une chose, arithmétique mesurable, que l'on jette dans le plateau d'une bascule de maquignon, de toute façon faussée au préalable dans le sens du rejet de la révolution.

Et lorsque Maurice Thorez tire les leçons du Front populaire en disant que les causes de son échec furent l'insuffisance ou l'absence de comités de base (49), il prononce, sans le dire, la condamnation de la ligne de son propre parti. En effet, s'il est vrai que les socialistes et les radicaux refusaient toute forme d'auto-organisation des travailleurs, par crainte de « l'aventure », il est tout aussi certain que le P.C.F. a choisi de maintenir l'alliance avec ces gens, auxquels il a multiplié les concessions de fond. L'existence de comités populaires ne pouvait dépendre dès lors de la plus ou moins grande activité des militants de base communistes. Leur développement aurait exigé des mots d'ordre et des perspectives qui assurent *une progression constante des luttes,*

(48) *1934-1938 - Le Front populaire en France comme mouvement populaire* (*Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 5, oct.-nov. 1973). Ce n'est pas le moindre paradoxe que l'on puisse opposer à la vision statique des publicistes du P.C.F. ; des citations qui, en dépit de leur lyrisme, collent plus directement à la réalité d'une situation de lutte intense : « Une situation révolutionnaire peut exister sans que les masses en aient conscience. Un pays, à un moment donné peut être comparable à un liquide en surfusion, dans lequel d'immenses potentialités existent sans être apparentes et dans lequel un petit cristal, insignifiant par lui-même, crée soudain des modifications considérables. » Ni trotskyste, ni anarchiste, guère spontanéiste, l'auteur de ces lignes s'appelle Pierre Mendès France (Cf. *Léon Blum, chef de gouvernement, op. cit.*, p. 89).

(49) Rapport au Comité central du 29 octobre 1947 (*L'Humanité*, 30 octobre 1947).

à partir du niveau atteint en juin 36. C'est à ce prix que la masse, jusque dans ses secteurs les moins avancés, éprouve le besoin de participer organiquement à l'action. Malheureusement, c'est l'inverse qui a été accompli, en grande partie grâce à Maurice Thorez et à ses amis. Ceux-ci ont justifié leur intervention démobilisatrice par la nécessité de ne pas rompre les alliances sociales et politiques. Mais, deux ans et demi plus tard, lesdites alliances se sont dissoutes dans l'amertume du reflux. Les concessions auraient-elles été inutiles ? Et l'absence d'organisation à la base qui aurait permis de résister aux capitulations n'est-elle pas due aux concessions ? Cercle vicieux de questions auxquelles on ne répond, du côté du P.C.F., que par une « dialectique » réduite à des jeux de mots.

Car, en définitive, le Front populaire, que l'on nous présente comme un joyau de réalisme politique, a été un échec. La grève de juin 36 a eu des résultats importants pour les structures du mouvemnt ouvrier. Elle a obtenu des réformes et des améliorations matérielles que le gouvernement a codifiées. Mais, très vite, la contre-offensive bourgeoise a remis en cause les 40 heures comme les augmentations de salaires, sans que les ministres du Front résistent efficacement. Quant au reste, de l'Espagne aux décrets-lois Daladier, mieux vaut n'en pas parler. Jacques Chambaz (et aussi, bien sûr, Jean Bruhat et d'autres encore), nous disent que le mouvement gréviste a été grandement facilité par la victoire électorale du printemps 36. C'est l'évidence même. Accordons donc que l'alliance sans principes avec les radicaux n'a pu empêcher les travailleurs de se mobiliser. Mais il est certain qu'elle a créé un état de choses responsable de la démobilisation et de la défaite qui ont suivi. Une occasion historique d'entamer un processus de lutte pour le pouvoir a été gâchée, dans une large mesure à cause de la politique du Parti communiste français. En ce qui concerne ce dernier, on peut, compte tenu de la contradiction manifeste entre son discours communiste et sa pratique réformiste, compte tenu de l'influence qu'il avait sur les masses, parler de trahison des intérêts ouvriers. Le terme choque les puristes.

Rassurons-les : la trahison du P.C.F. n'explique pas *seule* l'échec de 1936 qui a aussi des causes moins subjectives. Mais elle est l'élément déterminant de la déroute.

Dans la mesure où il concluait à l'existence d'une situation prérévolutionnaire, Trotsky avait raison, de même qu'en s'adressant de façon propagandiste à l'ensemble de la classe ouvrière, il était justifié de mettre d'accent sur la possibilité de la révolution prolétarienne. Son erreur, qui explique, pour l'essentiel, la non-réalisation de ses pronostics, se situe au niveau des processus internes au mouvement ouvrier. *Il a largement surestimé les possibilités de radicalisation politique rapide de l'avant-garde des luttes.* En période de croissance de la combativité, les organisateurs quotidiens des luttes entrent en contradiction avec les dirigeants opportunistes, à propos des actions à mener. A partir de là s'enclanche un processus dont le terme *peut* être une

rupture totale entre cette avant-garde et les chefs réformistes. Mais entre le début et la fin de cette évolution, un certain nombre d'étapes doivent être franchies : accumulation d'une série de désaccords d'orientation, permettant aux travailleurs avancés de prendre pleinement conscience de la distance *permanente* qui les sépare de leurs directions ; déduction de conclusions politiques précises de cette situation ; passage à une opposition active ; rupture organisationnelle ; recherche d'un nouveau programme et d'une nouvelle organisation politiques. Au cours d'une crise sociale majeure, ces différents moments peuvent s'interpénétrer, leur succession peut s'effectuer très vite. Ils n'en constituent pas moins des phases nécessaires. Dans la France des années 30, compte tenu de la conjoncture internationale et malgré l'ampleur de l'ébranlement des structures, seules les premières de ces étapes pouvaient être parcourues

L'erreur de Trotsky, les militants la renouvellent souvent. Il est donc utile d'en chercher l'origine précise. Admettons à nouveau la réalité de l'optimisme révolutionnaire qui raccourcit les rythmes. Rappelons aussi que la seule expérience socialiste victorieuse était à l'époque celle de la Révolution d'octobre. En tirer les leçons stratégiques les plus générales était obligatoire pour qui voulait penser l'avenir du prolétariat. Cela n'allait pas sans risques de considérer comme un aspect fondamental de tout processus révolutionnaire ce qui n'était que trait spécifique de la conjoncture russe au cours de la Première Guerre mondiale. A cet égard, une lecture attentive des écrits de Trotsky décèle chez lui une tendance réelle à reproduire dans ses analyses le schéma d'évolution qui a permis en quelques mois aux bolcheviks de conquérir la majorité du prolétariat et de s'emparer du pouvoir (50). Toutefois, ces raccourcis n'ont la dimension d'une erreur de pronostic que dans la mesure où ils s'accompagnaient *d'une analyse insuffisante de la situation du mouvement ouvrier, tant au niveau de la conjoncture que sur un plan plus fondamental.* Au niveau de la conjoncture : la classe ouvrière française connaît une mutation organique décisive et cela impose de strictes limites à toute initiative qui se situe à contre-courant du mouvement qui pousse les travailleurs à rejoindre en masse syndicats et partis préalablement implantés. Sur un plan plus fondamental : dans les pays capitalistes développés, où les structures de la société politique ont un long passé, les organisations ouvrières majoritaires, y compris les plus bureaucratiques, ont une capacité de durer et de s'adapter tout à fait exceptionnelle. La Troisième internationale a cru, à ses débuts au moins, à une faillite rapide des sociaux-démocrates ; la réalité a été pour le moins plus complexe. Plus tard, les partis communistes qui avaient pu s'implanter ont montré des dispositions identiques,

(50) De la même façon, sa vision de l'avenir de la Quatrième internationale est presque calquée sur le développement qui a transformé le mouvement zimmerwaldien en Internationale communiste, de la lutte contre la guerre à la lutte victorieuse pour le pouvoir en Russie.

malgré les pronostics de Trotsky. C'est en fait, tous les problèmes posés par les bureaucraties d'origine ouvrière, avant ou après leur prise du pouvoir d'Etat, qui méritent, une étude approfondie. Trotsky considérait la bureaucratie comme un phénomène qui, à l'instar de la dictature stalinienne en U.R.S.S., était vouée à une disparition relativement rapide. Là encore, les développements plus compliqués que les prévisions exigent, au lieu de la répétition de formules éprouvées, une analyse approfondie.

En effet, ce que Trotsky, dans ses écrits sur la France, a apporté à la stratégie générale du prolétariat demeure incomparable. Mais il reste encore énormément à faire dans le domaine de l'application concrète de cette stratégie aux conditions d'un mouvement ouvrier où, malgré l'affirmation d'une large avant-garde, le rapport des forces est encore défavorable aux révolutionnaires.

Ce centrisme éternellement recommencé

Avant de conclure sur les leçons actuelles de cette expérience ancienne, il faut aborder, même rapidement, un dernier point. Trotsky ne croyait pas à l'automatisme en matière de politique révolutionnaire et il mettait en permanence l'accent sur l'organisation des militants révolutionnaires. Pas de perspectives d'avenir sans une avant-garde, rassemblée autour d'un programme sans compromis et décidée à aller aux masses. Et Trotsky accorde un temps considérable aux problèmes posés par l'activité des « bolcheviks-léninistes » français, qui constituent la section française du mouvement qui devient officiellement la Quatrième internationale en 1938.

Le mouvement trotskyste français n'a eu pratiquement aucun poids sur les luttes qui se sont déroulées. Bien plus, il n'a pas connu de développement organisationnel sérieux. Au contraire, il a vécu jusqu'à la guerre dans un état de division et de crise quasi permanentes. Beau sujet de rigolade pour beaucoup qui voient dans la confusion de nombre des débats, la preuve de l'incapacité congénitale des révolutionnaires à dépasser le stade de l'irresponsabilité groupusculaire ; et de multiplier les « explications » de cet état de chose, en faisant appel à la psychologie ou aux caractéristiques de la mentalité française. Malheureusement pour les amateurs de gaudrioles, le sujet exige un peu plus de sérieux. Après tout, les trotskystes français des années 30 comptaient un certain nombre de militants ouvriers qui ont joué individuellement un rôle important dans leurs entreprises ainsi que des cadres politiques de valeur. Aucun destin ne les vouait au fiasco (51).

(51) La capacité qu'ont eu une partie d'entre eux à reconstituer, dans les conditions terrribles de l'occupation, un mouvement unifié prouve que, quelles que soient les erreurs commises à cette époque, le trotskysme français regroupait des militants sérieux.

Faut-il, dans ces conditions, chercher les traces d'un sectarisme particulièrement véhément ? A coup sûr, les trotskystes français, si l'on en juge par leurs publications, ne brillaient pas toujours par leur souplesse. Ou, plus exactement, comme tous les groupes composés d'une majorité de jeunes militants, sans rapports profonds avec le mouvement ouvrier réel, luttant dans les conditions difficiles d'une période que renforçaient encore les inconvénients d'une position minoritaire, ils avaient tendance à considérer que l'affirmation péremptoire des conclusions générales de leur analyse de la situation pouvait tenir lieu d'une politique de construction du Parti. Mais il ne faut pas non plus exagérer. Le schématisme de leur propagande qui se voulait agitation, n'empêchait pas une compréhension politique supérieure à celle de n'importe quel autre courant du mouvement ouvrier. Faire appel aux conditions objectives, qui empêchaient une progression rapide, ne saurait non plus tout expliquer. On peut aisément comprendre, en effet, que les « bolcheviks-léninistes » n'aient pu, tant à cause de leurs faiblesses propres que des limites imposées par le contexte politique, remporter de victoire décisive qui transforme en leur faveur les rapports de forces. Il est plus malaisé de cerner les raisons pour lesquelles ils ne sont pas parvenus à implanter dans le mouvement ouvrier *un courant minoritaire significatif*, sur lequel ils auraient pu fonder une avancée ultérieure, lorsque les circonstances auraient été moins hostiles.

On est donc amené à revenir aux conceptions générales qu'avaient à l'époque les trotskystes de l'évolution du mouvement ouvrier dans son ensemble, du niveau de conscience de la classe ouvrière, de la situation de l'avant-garde de lutte par rapport aux organisations implantées et, en conséquence, de leurs propres possibilités d'action. Il s'agit là d'un domaine absolument décisif pour toute politique de construction d'organisation. A ce niveau, l'action des « bolcheviks-léninistes » français dépendait directement des analyses et perspectives générales élaborées par Trotsky. Ce dernier, en effet, s'il ne peut être tenu pour responsable de l'activité quotidienne de ses partisans en France, prenait une part déterminante dans la fixation de la stratégie et des tâches centrales. *Et les insuffisances de son analyse sur le devenir du P.C.F. et des travailleurs qu'il regroupait n'ont pas manqué de contribuer à l'échec des trotskystes français.*

Sans entrer dans le détail, il faut rappeler au préalable comment, après avoir tiré les leçons de la victoire du nazisme et s'être prononcé pour la création d'une nouvelle Internationale, Trotsky a conçu la construction de nouvelles organisations révolutionnaires, tant au niveau international qu'en France. Au cours d'une première période, qui s'étend de 1933 à l'été 1936, il se fixe comme but de regrouper tous les courants qui combattent d'un point de vue révolutionnaire la social-démocratie et le stalinisme. L'accord peut se faire, même si les partenaires n'acceptent pas la totalité du programme de l'Opposition de gauche internationale : il suffit que la plateforme commune contienne une

appréciation rigoureuse de la période et des tâches à partir d'un bilan des grandes expériences accumulées pour le mouvement ouvrier (52). C'est dans ce cadre qu'est décidé, en octobre 1934, l'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O., tactique que suivront d'autres sections. Il s'agit de tirer les conséquences de l'impossibilité de redresser les partis de l'Internationale communiste et aussi de tenter de gagner les travailleurs qui, sous l'influence de la crise internationale, se tournent vers le Parti socialiste.

Cette tactique ne pose pas elle-même de problème fondamental. Mais il faut souligner qu'elle n'a pas été appliquée dans une totale clarté quant à ses chances de succès. Elle était conçue comme une opération de brève durée mais susceptible de bouleverser la configuration du mouvement ouvrier. Ainsi, en juillet 1934, dans un bulletin intérieur de la section française (appelée alors Ligue communiste), Trotsky écrit, en se référant à ses propres propos : « Trotsky nous a rappelé, il y a un an, une particularité de l'exemple français. Dans ce pays, en dépit de la scission des bolcheviks d'avec la Deuxième internationale, l'ensemble de la section a été gagnée à la Troisième internationale. *Nous ne connaissons pas de loi qui énonce que la répétition du congrès de Tours est impossible. Au contraire, beaucoup des conditions fondamentales de la situation parlent en faveur d'une telle possibilité* » (53). A la même époque, il affirme, face aux militants qui craignent les attaques du P.C. en cas d'adhésion à la social-démocratie : « Si (la Ligue) réussit, par son entrée dans le Parti Socialiste, *dans l'espace d'un an ou même de six mois, à rallier à son drapeau plusieurs milliers d'ouvriers,* il ne viendra à l'esprit de personne de se rappeler les campagnes des staliniens » (54). Certes, Trotsky a corrigé par la suite l'excès d'optimisme de ses propos (55). Par ailleurs, ses formulations ont pu se ressentir des circonstances de la discussion dans le rangs du mouvement trotskyste, où les oppositions à « l'entrisme » étaient vives. Il n'en reste pas moins que sa perspective ne s'est pas réalisée : le séjour dans la S.F.I.O. a permis aux « bolcheviks-léninistes » de recruter un nombre relativement important de militants mais pas « plusieurs milliers d'ouvriers ». Après leur exclusion, ils ne représentaient pas une troisième force aux côtés des deux bureaucraties dirigeantes. Il ne pouvait d'ailleur en être autrement. Même réduites en ampleur, les perspectives de

(52) Le 26 août 1933, cette orientation se concrétise avec la signature de la « Déclaration des Quatre », sur la nécessité et les principes d'une nouvelle internationale. Les « Quatre » étaient l'Opposition de gauche internationale, le S.A.P. (Allemagne), l'O.S.P. et le R.S.P. (tous deux des Pays-Bas).

(53) *La Ligue face à un tournant* in *Wrintings of Leon Trotsky,* 1934-1935.

(54) *La ligue face à un tournant décisif* (Juillet 1934, *ibid.*). (Dans les deux passages cités, c'est l'auteur qui souligne.)

(55) C'est lui qui, en 1935, met l'accent, dans ses lettres et ses articles, sur la nécessité d'un « nouveau tournant », d'une sortie de la S.F.I.O. Dans une lettre aux trotskystes belges, en date du 30 décembre 1935, il fait un bilan très précis de l'entrée.

Trotsky étaient basées sur une appréciation incorrecte de ce qu'était la S.F.I.O., de la capacité de résistance de son appareil, de l'ampleur du courant d'adhésions ouvrières qu'elle connaissait. Parallèlement, la juste constatation de l'impossibilité d'un redressement révolutionnaire du Parti communiste s'était accompagnée d'une sous-estimation de ses possibilités d'intervention dans une période de mobilisation populaire. Bref, ici encore, une analyse insuffisante de la réalité organisationnelle du mouvement ouvrier.

La lutte pour la nouvelle Internationale connaît une nouvelle étape à partir de 1936. La guerre peut éclater dans un délai très proche et il est urgent de donner une organisation mondiale cohérente aux révolutionnaires. Les courants « centristes » avec laquelle la collaboration a été tentée se refusent à aller jusqu'au bout de leurs prises de position. En fait, ils ne sont prêts à aucune démarche organisationnelle qui les couperait définitivement des partis socialiste et communiste ; et ils adaptent leur politique à cette pusillanimité pratique. Trotsky en tire les conséquences, polémique avec eux, y compris ceux qui sont les plus proches comme le R.S.A.P. hollandais et le P.O.U.M. espagnol (56) et se prononce pour la fondation immédiate de la IVe internationale, bien qu'il soit parfaitement conscient de la faiblesse de ses composantes. En France, l'entrée dans la S.F.I.O. est déjà terminée car l'appareil social-démocrate a réagi très vite au développement de l'influence trotskyste dans les jeunesses, dans la Fédération de la Seine. Les exclusions bureaucratiques se sont succédées rapidement. Les trotskystes sont donc à nouveau un groupe indépendant *qui lutte directement pour conquérir la majorité de la classe ouvrière.* Il est bien difficile d'apprécier, après coup, les conditions dans lesquelles se forment les choix organisationnels d'une tendance révolutionnaire, car il faut, pour y parvenir convenablement, reconstituer exactement la réalité du groupe, les possibilités de ses militants, la nature de leurs liens avec les différents secteurs d'intervention. Il semble évident, toutefois, que les trotskystes n'avaient plus aucune possibilité d'intervenir dans la S.F.I.O., à moins de passer sous la table. Leur départ était donc justifié mais ils n'avaient pas accompli la tâche qui leur était fixée : se lier avec des centaines, voire des milliers de travailleurs influencés par les socialistes.

La fondation de la Quatrième internationale, décision nécessaire sur le plan principiel, s'accompagna d'un glissement politique qui ne répondait lui à aucune obligation. Du caractère vital d'opposer une perspective politique et organisationnelle à la faillite de l'Internationale stalinisée, on déduisit, trop souvent et trop hâtivement, l'inéluctabilité d'une victoire rapide de la nouvelle internationale. Cette schématisation eut des conséquences sérieuses sur l'appréciation des rythmes de la révolution mondiale et sur l'avenir proche des partis traditionnels comme

(56) Le cas du P.O.U.M. mériterait une approche spéciale, car la constatation de sa nature centriste n'épuise pas la réalité de ce qu'il représentait.

de l'Union soviétique. Dans le mouvement trotskyste français, faiblement implanté, elle détermina (ou renforça) une certaine conception de la construction d'un nouveau parti. Conception selon laquelle une ligne générale correcte, exprimée par une propagande/agitation centrale et complétée par l'intervention directe des militants, dans les entreprises et les quartiers, suffirait, le développement des luttes aidant, à rassembler les travailleurs autour du programme révolutionnaire. On esquivait ainsi un problème fondamental : dans une période où la contre-révolution marquait des points, dans un pays où la classe ouvrière opérait une mutation organisationnelle déterminée, la prise de conscience révolutionnaire des ouvriers les plus radicalisés ne pouvait que connaître des étapes. Et la tâche des militants politiques est de trouver les médiations pratiques qui permettent d'encadrer le passage d'une étape à l'autre — ce qui n'implique aucun abandon de principes mais un effort pour être entendus par les travailleurs tels qu'ils sont conditionnés par l'ensemble des rapports sociaux et politiques qui les empêchent d'accepter immédiatement une perspective révolutionnaire.

Pour être plus concret, l'avant-garde ouvrière qu'il s'agissait de gagner se trouvait alors, très largement, dans le Parti communiste. Pour les raisons déjà exposées, ces militants trouvaient, malgré les doutes nombreux qui les assaillaient, mille obstacles à une distanciation d'avec leurs dirigeants. La logique de leur participation active aux luttes ouvrières les amenait parfois, surtout dans les années de déclin du Front populaire, à des positions très proches de celles que défendaient les révolutionnaires. Mais, pour qu'ils franchissent l'étape qui sépare la critique politique plus ou moins implicite du choix d'une orientation opposée à celle de la majorité du mouvement ouvrier, il aurait fallu que l'avant-garde politique représentât à leurs yeux une force politique suffisamment implantée pour que ses perspectives semblent avoir quelque chance de réussite, fût-ce au prix de batailles longues et difficiles. Ce n'était pas le cas en 1936 ni dans les années suivantes. Et la situation ne pouvait être transformée par le seul travail d'implantation directe que pouvaient tenter les révolutionnaires en s'adressant directement à l'ensemble de la classe ouvrière. *Au sein d'un mouvement ouvrier qui a d'anciennes traditions organisationnelles, dans une période où la majorité des travailleurs n'a pas pris conscience de la vraie nature de la politique des réformistes, il est impossible à une minorité révolutionnaire de défendre efficacement sa politique sans s'insérer dans le cadre des structures centrales du mouvement ouvrier.* C'est à ce prix que le travail entrepris à la base prendra une dimension politique globale, susceptible de décupler la portée de chaque intervention locale, particulière. On peut, à l'encontre de cette affirmation, faire appel à la momie de Lénine et lui faire dire, plus ou moins, que la conquête de l'hégémonie sur la classe ouvrière peut naître de la simple *addition* d'actions éparpillées

dans les entreprises et les quartiers. C'est faire preuve de beaucoup de bigoterie et, surtout, fort mal traiter le Lénine vivant qui, confronté à la réalité des mouvements révolutionnaires, a toujours cherché, depuis les premières formulations de *Que Fraire ?*, la voie de *batailles politiques centrales,* menées dans les termes accessibles à la majorité de la classe ouvrière concernée (57).

C'est à ce niveau que se pose le problème de ceux que les trotskystes appellent les centristes. Il s'agit de tous les courants qui s'opposent à la politique des directions du mouvement ouvrier sans aller jusqu'à une opposition conséquente. Ce type de courant rassemble le plus souvent des dirigeants politiques, jusque-là bien intégrés dans les partis traditionnels mais poussés de l'avant par l'accentuation de la crise de la société, et des militants qui franchissent les premières étapes de leur prise de conscience révolutionnaire. Cette différence détermine une démarche politique zig-zagante, contradictoire, souvent inconséquente dans ses manifestations. La polémique est de rigueur contre ces dangereuses approximations politiques (58). Mais elle ne doit pas empêcher de comprendre qu'*en raison même de leurs incertitudes qui reflètent de façon déformée l'évolution politique de militants en cours de radicalisation,* les courants centristes constituent un secteur d'intervention de première importance. Se battre pour les amener à une orientation conséquente est le moyen de mener une bataille politique centrale en direction de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans la France de 1936, il existait nombre de courants que l'on peut qualifier de centristes. Le plus important d'entre eux était incarné par la Gauche Révolutionnaire, animée par Marceau Pivert au sein de la S.F.I.O., avant qu'elle ne soit exclue en 1938 et constitue le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.). La Gauche révolutionnaire rassemblait de nombreux militants qui aspiraient à une politique révolutionnaire et, parmi eux, un nombre non négligeable de militants ouvriers. Elle aurait pu devenir le centre de regroupement de tous ceux qui combattaient, sur la gauche, la politique des dirigeants du Front

(57) Les batailles menées par Lénine pour la reconnaissance du rôle des soviets en 1905, pour le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* » (dominés par les socialistes révolutionnaires et les mencheviks) entre février et octobre 1917, et l'ensemble de l'argumentation de la *Maladie infantile du communisme* n'ont pas d'autre signification.

(58) Encore qu'elle doive être menée non contre le centrisme en général, mais contre les formes précises qu'il revêt à un moment donné, dans un pays donné. Comme la révolution prolétarienne, le centrisme est un concept général de la pensée marxiste. Comme elle, il ne devient opérant qu'au prix d'un retour aux conditions concrètes. On ne critique pas le P.S.U. français de 1976 dans les termes où Trotsky fustigeait l'*Independant Labour Party* britannique de 1936, même si l'on constate certaines similitudes entre eux. L'art de la politique révolutionnaire consiste à saisir les différences d'une situation à l'autre pour les transformer en armes offensives. Tant pis pour les friands de citations.

populaire. Lorsque Trotsky avait imposé aux trotskystes français d'entrer dans la S.F.I.O. pour y gagner « des milliers d'ouvriers », il visait à coup sûr les travailleurs qui se reconnurent par la suite dans le « pivertisme ». Pour toute une série de raisons, l'entrisme des trotskystes ne permit pas d'effectuer une liaison durable avec ce courant. Une fois devenu obligatoire le départ de la S.F.I.O., le problème posé lors de l'entrée ne pouvait plus connaître de solution organisationnelle rapide : il était impensable de constituer un seul mouvement avec ceux qui, comme Marceau Pivert, se payaient le luxe de déclarer que « tout est possible » tout en participant activement au gouvernement Blum. Mais il importait de savoir que la clé d'une bataille pour constituer un courant de masses passait par une politique d'unité d'action systématique avec le courant pivertiste, dans la perspective de la constitution d'une organisation unique, basée sur un programme clair. Il ne semble pas que les trotskystes français, inpirés par Trotsky, l'aient nettement compris. Persuadés d'une possibilité de succès à court terme, ils conçurent leurs rapports avec la Gauche révolutionnaire comme un rapport de dirigeants révolutionnaires avertis à militants-confus-mais-susceptibles-d'être-éclairés. Ils alternèrent les dénonciations virulentes et les propositions d'unité d'action, voire de fusion organique. L'une et l'autre des attitudes étaient légitimées, à celà près qu'elles n'étaient pas reliées entre elles par une politique systématique, inspirée par la conscience de ce que *la capacité des révolutionnaires à rassembler les militants des courants centristes est l'expression politique de leur capacité à mener un véritable travail de masses.*

Dans ces conditions, lorsque les groupes trotskystes rejoignirent le P.S.O.P., à la fin de 1938, il était trop tard. Le nouveau parti s'était constitué trop tard lui aussi pour mener une bataille efficace contre le reflux du mouvement des masses et même pour regrouper tous les militants d'avant-garde qu'il aurait été possible de regrouper deux ans auparavant. Le P.S.O.P. était voué à la débâcle qu'il connut dès l'éclatement de la guerre. Malheureusement, les trotskystes ne le rejoignirent qu'au moment où eux-mêmes atteignaient le fond de l'impuissance.

Une occasion fut manquée. Certainement pas d'empêcher le renforcement du P.C.F. et la défaite concomitante du mouvement des masses : les conditions générales du mouvement ouvrier ne permettaient pas, contrairement aux prévisions de Trotsky, de bouleverser les rapports de forces au sein des masses. Mais il était possible, sans doute, d'asseoir une organisation vivante, liée aux secteurs les plus combatifs de la classe, capable de contrebattre, dans les années ultérieures, l'hégémonie du stalinisme sur le prolétariat français. Peu de choses auraient peut-être été changées dans l'immédiat. Mais le développement des luttes de classes en France aurait connu un cours sensiblement différent.

Et aujourd'hui ?

Que de commentaires sur des événements vieux de quarante ans ! « Du passé faisons table rase », comme le dit la chanson. Malheureusement, on ne secoue pas si facilement ses semelles sur le seuil de l'histoire à faire. De 1936, il subsiste aujourd'hui des souvenirs collectifs, qui ne sont pas tous mythiques, et surtout cette trace organisationnelle majeure qui a nom Parti communiste français. Nous vivons encore des legs divers du Front populaire, à tel point que ceux qui s'en défendent le plus, au nom du modernisme et de la prospective, nous proposent des schémas d'avenir qui reflètent, très directement, même inconsciemment, la vision qu'ils se font des luttes de 1936 (et aussi de la Libération). Pour tous ceux qui ne pensent pas que l'application du Programme commun entraîne une nouvelle logique d'évolution dont le terme obligatoire serait le socialisme aux couleurs de la France, une double question se pose. L'Union de la gauche, si elle parvient au gouvernement, échouera-t-elle aussi radicalement que le gouvernement Blum, en entraînant dans son naufrage le mouvement des masses ? Les forces d'avant-garde, qui ont acquis depuis 1968 une assise réelle quoique limitée, pourront-elles éviter l'impuissance des révolutionnaires de 1936 ?

Il ne suffit pas de dire que les conditions objectives ne sont plus les mêmes pour être quitte de ces interrogations. Il faut encore déterminer *précisément* quels obstacles ont disparu, lesquels subsistent, lesquels sont apparus. Que le rapport des forces internationales soit différent, les victoire du Vietnam et la libération des colonies portugaises en sont des preuves récentes. De même, le masque socialiste du stalinisme est plus que lézardé, ce qui mure bien des voies de garage dans lesquelles s'est engouffrée la classe ouvrière depuis cinquante ans. De dures crises de régime ébranlent *simultanément* plusieurs pays de l'Europe capitaliste. On aurait tort d'en conclure à un développement foudroyant de la vague révolutionnaire : les situations pré-révolutionnaires qui existent ou pourront exister dans cette zone ne se mueront pas automatiquement en situations révolutionnaires ; la puissance des classes dominantes et le retard politique de la classe ouvrière sont encore suffisants l'un et l'autre pour imposer un cours plus lent et plus sinueux. Mais il demeure qu'à la différence des années 30, notre époque n'est pas marquée par une succession de défaites que ne contrebalancent aucune victoire. Les échecs très durs que connaît le mouvement des masses de par le monde, en Amérique latine ou au Proche-Orient, par exemple, n'empêchent pas, au plan mondial, un renforcement continu de la force de frappe des exploités. Ces reculs, pour graves qu'ils soient, n'ont pas sur le cours des luttes internationales la portée fatidique qu'eurent, en leur temps, les défaites d'Allemagne, d'Espagne, de France. Une conséquence importante en est que, dans les pays

capitalistes avancés au moins, chaque bourgeoisie nationale éprouve de grandes difficultés à user de solutions contre-révolutionnaires violentes. L'ère des partis fascistes de masses, des marches sur Rome et des incendies du Reichstag appartient au passé. Elle a peu de chance de revenir facilement à la vie. De ce fait, bien des problèmes ont disparu, qui faisaient obstacles à l'adoption d'une stratégie révolutionnaire par le prolétariat.

Dans le cas précis de la France, le nouveau rapport des forces prend une forme bien précise. La république parlementaire, petite bourgeoise, radicale, franc-maçonne, si tentaculaire encore en 1936, est morte en 1958, dans la médiocrité de ses contradictions. Il est à peu près exclu qu'aucun régime bourgeois revienne jamais sur l'essentiel des transformations que de Gaulle a fait subir à l'Etat. Tout au plus au présidentialisme bâtard succédera un présidentialisme consacré. Mais la Ve République, trop hâtivement baptisée « Etat fort », n'a pas été en mesure de construire une nouvelle alliance de classes qui serve d'assise permanente au nouveau régime. Ni la classe ouvrière, ni les classes moyennes traditionnelles, ni la petite bourgeoisie nouvelle n'ont pu être intégrées par le pouvoir. Les travailleurs poursuivent leur lutte tandis que, selon leurs moyens, paysans, commerçants, techniciens, fonctionnaires s'opposent à l'Etat qui les a mis hors-circuit. Crise de direction au sein de la classe dominante, crise multiforme de fonctionnement de l'appareil d'Etat, crise d'identité des couches moyennes : la dégradation est continue et crée des conditions propices à une offensive du mouvement ouvrier.

Les chappes de plomb qui, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, entravaient la radicalisation des travailleurs ont, dans une large mesure, disparu. Toutefois, du côté du mouvement ouvrier, la situation semble n'avoir guère changé. Le Parti communiste français, malgré sa longue fidélité au stalinisme, malgré ses responsabilités dans les échecs accumulés depuis quarante ans, conserve la confiance de la majorité des travailleurs. Pour qui découperait l'histoire en tranches, une impression d'immuabilité se dégagerait du rapprochement de 1936 et de 1976. Mais c'est l'évolution globale qu'il faut appréhender. La naissance du P.C.F. en tant que parti de masses a résulté en 1936 du *développement combiné* d'un retard général du mouvement ouvrier français sur le plan de l'organisation et d'une conjoncture de luttes d'un niveau particulièrement élevé. La place qu'a conquise, dans ces conditions, le parti de Maurice Thorez ne pouvait lui être disputée sans que soient rassemblées des conditions de crise sociale profonde qui fassent naître dans la classe ouvrière des exigences politiques et organisationnelles nouvelles. Pour des raisons historiques multiples, ce ne fut pas le cas pendant de nombreuses années. Au contraire, le P.C.F. a pu, jusqu'aux premiers temps du gaullisme, apparaître à la fois comme l'organisateur des masses les plus larges et les plus soumises à l'idéologie dominante et comme le seul lien où les militants d'avant-garde trouvaient

un lien avec la classe ouvrière. Durant toute cette période, la contradiction très réelle qui existait entre sa volonté de s'intégrer à la nation française et son attachement à la politique internationale de l'U.R.S.S., loin de le desservir lui permettait de montrer en même temps un visage réformiste et une face internationaliste.

Depuis, l'accumulation des crises, que ce soit celle de l'impérialisme ou celle du stalinisme mondial, a fait mûrir la contradiction. Le Parti communiste cherche à s'adapter en prenant ses distances avec l'Union soviétique, en se voulant démocratique : c'est le sens de la politique du XXIIe Congrès. Mais sa réponse, même si elle a une certaine efficacité, n'est pas à la hauteur du choix devant lequel se trouve placée la classe ouvrière : ou bien poursuivre une adaptation à l'Etat existant, qui ira dans le sens d'une social-démocratisation ; ou bien trouver, à partir du développement des luttes dans toute l'Europe, les formes d'une organisation et d'une orientation anticapitalistes véritables. Les problèmes ne sont plus posés dans les termes de 1936 — passer de l'inorganisation relative à l'organisation massive. A des besoins nouveaux correspond une *recomposition* du mouvement ouvrier qui, schématiquement résumée, s'exprime, sur la droite par la remontée en flèche d'un Parti socialiste conséquent dans son réformisme moderne, sur la gauche par l'apparition d'une avant-garde de lutte qui, ayant fait depuis 1968 des expériences d'auto-organisation, entend diriger elle-même ses propres combats.

Ces deux tendances, de signification et de dynamique opposées, ont en commun un résultat : *la fin du monopole du Parti communiste français sur la classe ouvrière.* Les expériences les plus avancées des luttes ouvrières à venir se dérouleront dans un contexte profondément différent de celui de 1936 : elles n'iront pas à contre-courant de l'évolution de la majorité de la classe ouvrière.

Vouloir et pouvoir

Nous vivons toutefois dans une société où certaines formes de pensée magique ne sont plus opérantes. La modification des conditions qui ont empêché, il y a quarante ans, l'affirmation politique des révolutionnaires ne signifie pas que ceux-ci sont destinés à une victoire facile. On ne peut effacer les difficultés du présent en conjurant le passé douloureux par l'évocation d'un avenir qui en soit l'exact opposé. Il reste de nombreuses barrières sur la voie d'une recomposition *révolutionnaire* du mouvement ouvrier — et donc sur la voie de la révolution socialiste en France.

En premier lieu, nous devons nous persuader que l'hégémonie exercée par le P.C.F. sur la classe ouvrière n'a pas été sans laisser des traces profondes dont la disparition ne peut s'effectuer rapidement.

L'orientation suivie par la direction communiste a mené, en 1936, en 1945, en 1953, en 1958, en 1968 à une série de défaites. Jamais le mouvement ouvrier n'a été durablement brisé, comme ce fut le cas en Allemagne après la victoire nazie. Mais les reculs, les grandes luttes conclues par des échecs ont semé une confusion réelle, tant parmi les larges masses que chez les militants les plus conscients. En particulier, la faillite de la « Libération » puis des grèves de 1947-1948 ont laissé la classe ouvrière désarmée face à la période de prospérité capitaliste des années 50. Il en est résulté une certaine régression de la compréhension politique, une méconnaissance des modes de domination politique de la bourgeoisie, une adaptation à l'ordre existant qui a pris les formes d'innombrables illusions légalistes. La victoire du gaullisme a révélé et accentué cette tendance dans les couches les moins conscientes du prolétariat. Au niveau des militants d'avant-garde, le sens politique de classe est demeuré vivant mais toute la pratique nationaliste et parlementariste du Parti communiste a brouillé bien des notions, rendant surtout moins claire que jamais l'intelligence de la nature de l'Etat, de la nécessité de sa destruction et des méthodes efficaces de lutte pour instaurer le pouvoir des travailleurs.

Au demeurant, les modifications structurelles qui commencent à s'opérer dans le mouvement ouvrier n'ont pas que des aspects positifs et elles révèlent fort bien les incertitudes de nombreux travailleurs. On peut expliquer la progression du Parti socialiste de bien des manières : rejet de la politique stalinienne après de nombreuses expériences négatives, entrée en politique de nouvelles couches salariées qui se retrouvent plus aisément dans le nouveau parti, alliance de celui-ci avec la C.F.D.T. qui regroupe une partie importante de l'avant-garde de lutte, présence dans ses rangs d'une aile gauche combative qui semble offrir des garanties d'avenir, etc. Tous ces arguments valent mais ne peuvent faire oublier une autre réalité du socialisme français : l'existence d'une direction regroupée autour d'un Mitterrand qui non seulement se proclame fidèle à Léon Blum (à notre époque, cela pourrait passer pour une simple manifestation d'esthétisme retro) mais se pose en homme d'Etat capable d'unir les Français mieux que ne le fait Giscard. Adhérer à un parti, c'est sans doute choisir un outil que l'on croit efficace, même si l'on n'en apprécie pas toutes les formes. Se rassembler à l'intérieur ou autour de *ce parti-là* révèle chez les travailleurs, de toutes catégories et de tous horizons, qui le font, une confiance persistante dans les règles traditionnelles de la vie parlementaire française. On objectera qu'il s'agit là de subsistances du passé. Aujourd'hui, et plus encore demain, la crise des sociétés capitalistes européennes peut renverser les vieux murs lézardés, y compris ceux qui étayent les organisations ouvrières. C'est vrai, d'autant qu'a toujours subsisté, *parallèlement,* aux illusions légalistes, une tradition vivante d'action ouvrière autonome, décuplée dans ses manifestations depuis 1968. Mais c'est ce parallélisme

dont il faut tenir compte. L'instabilité des régimes bourgeois donnera la priorité aux luttes de masses et toutes les institutions les plus immuables en apparence seront prises dans un maelström. Mais, *en même temps,* les travailleurs conserveront tout un temps leurs attaches, non seulement avec les partis et syndicats majoritaires mais aussi avec une partie de l'idéologie que ceux-ci diffusent. Cela n'empêchera pas la constitution de nouveaux organismes de lutte à la base mais pourra *retarder l'éclatement des contradictions* entre l'avancée de la classe ouvrière et les directions réformistes (59).

Le sens général de l'évolution d'une société dominée par la crise va vers une radicalisation rapide des travailleurs. Le poids acquis par les organisations implantées est un facteur de ralentissement du rythme de cette radicalisation. Les deux phénomènes ne se situent pas au même niveau et n'ont pas la même importance. Cependant, si les perspectives politiques doivent être fixées en fonction des grandes tendances d'évolution, il faut partir du rythme de maturation de la conscience de classe pour déterminer la pratique courante. Les révolutionnaires ne devraient pas l'oublier pas plus qu'ils ne peuvent croire être les seuls à connaître cette vérité fondamentale. Le « monopole ouvrier » du Parti communiste français est attaqué de toute part et, plus encore, menacé par les développements futurs de la situation. Cette constatation n'implique nullement que la courbe de son déclin doit être linéaire. La direction du Parti réagit des quatre fers aux circonstances nouvelles. Plus ou moins consciente de l'inéluctabilité de la montée électorale des socialistes, elle veut se donner l'atout d'une organisation plus nombreuse, plus cohérente, plus liée aux travailleurs que celle de ses rivaux. Et, elle y réussit dans une certaine mesure : il existe à l'heure actuelle un important courant d'adhésions au P.C.F., alors que le P.S. piétine plus ou moins depuis deux ans. Tous les moyens sont bons à Georges Marchais et son équipe pour atteindre le but qu'ils se sont fixés. Pour ne parler que des méthodes politiques, notons que les critiques de l'U.R.S.S. et les professions de foi démocratiques visent à donner au Parti communiste l'apparence d'une organisation où l'on peut discuter de tout *à l'intérieur.* Que la démocratie réelle n'en soit guère renforcée, il suffit de se reporter à la préparation du XXIIe Congrès pour en être convaincu. Mais l'opération consistant à transformer le P.C.F. en un parti « attrape-tout » sur la gauche du P.S. peut permettre d'éviter un temps que des oppositions à la politique d'en haut ne se cristallisent sous une forme politique claire. Tentative bien précaire mais qui contribue à obscurcir les données de la situation pour un grand nombre de travailleurs. *La*

(59) Il n'est pas inutile de rappeler qu'en Allemagne, après la chute de Guillaume II, les conseils ouvriers ont été dominés par les partis traditionnels, social-démocrates et socialistes indépendants. Le courant révolutionnaire y était extrêmement minoritaire, bien que la constitution des conseils aille dans le sens direct de sa politique.

capacité d'adaptation du P.C.F. à une situation mouvante ne doit pas être sous-estimée, même si elle n'est pas de nature à bloquer la radicalisation ouvrière, comme en 1936.

Autre différence d'avec l'ère des fronts populaires, il existe, dans la classe ouvrière, *une avant-garde qui a déjà acquis une autonomie relative par rapport aux directions traditionnelles.* En 1936, ceux qui avaient dirigé le mouvement de grève et avaient sur certains points critiqué la pratique des dirigeants étaient, dans leur très grande majorité, membres du Parti communiste. Et ce ne fut pas sans entraver leur maturation politique. Aujourd'hui, c'est à la C.G.T. et au P.C.F. que se trouvent *le plus grand nombre* de travailleurs qui, assurant aujourd'hui l'encadrement quotidien du mouvement ouvrier, se retrouveront en pointe dans les luttes de demain. Mais il existe une couche de militants qui, à partir de leur expérience personnelle des grèves des dernières années, ont réfléchi sur l'expérience globale du mouvement ouvrier français. Ils sont parvenus à un ensemble de conclusions très pratiques quant au déroulement des combats de classes à venir : plus de blanc-seing délivré aux directions ; la plus large démocratie à la base pour la détermination des revendications, des formes et de la durée des luttes. Ce sont ces militants que l'on a retrouvé dans toutes les luttes importantes, du Joint Français à Lip. La diversité de leurs origines détermine une très grande variété de niveaux dans leur expression politique. Mais on ne peut omettre le fait que l'existence de la C.F.D.T. dans le domaine syndical, de courants comme celui du P.S.U. sur le plan politique (c'est-à-dire d'organisations qui, quelles que soient leurs faiblesses et leurs contradictions, contestent de fait le monopole du P.C.F.) renforce les possibilités d'expression et d'évolution de l'actuelle avant-garde ouvrière, dans la mesure où elle leur offre une référence et un appui, intégrés aux structures générales du mouvement ouvrier. Il s'agit là d'une très grande nouveauté, aux conséquences fondamentalement positives.

Mais il faut procéder à propos de cet avant-garde comme pour toutes les autres composantes du mouvement ouvrier : il ne suffit pas de constater son existence ni de découvrir la logique générale de son évolution ; il faut, pour être en mesure d'influer sur son devenir, apprécier exactement à quel niveau politique elle se situe, quels rapports elle entretient avec le gros de la classe ouvrière et les organisations majoritaires. Force est alors de constater que sa détermination dans la conduite des luttes et sa méfiance à l'égard des dirigeants installés ne s'accompagne pas d'une prise de position politique cohérente sur les problèmes de la lutte pour le pouvoir. Les militants qui la constituent ne croient pas, dans leur majorité, que la victoire de l'Union de la gauche suffise en soi à amorcer une transition vers le socialisme ; ils savent qu'il faudra se battre, contre vents et marées, pour dépasser les solutions réformistes. Ils sont prêts à ce combat mais pour le lendemain d'une victoire aux élections car *ils croient que la constitution d'un gouvernement de gauche est une étape nécessaire,* la condition même du déblo-

quage de la situation. Cette conviction, qui n'est pas sans refléter la confusion électoraliste qui règne en France, est renforcée par *l'absence de toute autre perspective crédible.* Un militant ouvrier conscient peut accepter de mener une bataille minoritaire, à condition qu'elle ait des chances de succès, à plus ou moins long terme. La garantie demandée en l'occurrence est que les forces qui proposent cette lutte soient suffisamment cohérentes, suffisamment implantées, suffisamment crédibles dans leurs propositions pour être acceptée par les travailleurs, même s'ils ne la soutiennent pas d'emblée. Les éléments constitutifs de l'actuelle avant-garde ouvrière se caractérisent en premier lieu par leur volonté de ne pas se couper de la masse des travailleurs. Et, aujourd'hui, l'extrême-gauche n'est pas globalement en mesure d'entreprendre une activité suivie qui réponde à ce souci. Aussi, l'évolution de l'avant-garde vers une radicalisation pleinement politique est-elle prudente, parfois contradictoire. Les progrès de la crise de la société peuvent l'accélérer mais sans balayer d'un coup tous les obstacles.

Grandir

La seule conclusion qu'il est raisonnable de tirer de cette rapide revue de la situation actuelle est que l'apparition de conditions générales plus favorables qu'en 1936 au succès des révolutionnaires *renforce les responsabilités de ceux-ci.* Oui, la Révolution française peut connaître sa première étape dans les temps qui viennent. Les conditions objectives en sont réunies et il existe, au sein du mouvement ouvrier, les bases de départ d'un courant révolutionnaire de masses. Mais l'enjeu de la partie dépend de la capacité des militants politiquement conscients à se lier à l'avant-garde ouvrière *telle qu'elle est.*

C'est toute une stratégie qui est en cause et il ne peut être question, bien évidemment, que de mettre ici en exergue quelques-uns de ses éléments. Un des premiers a trait à la définition d'une perspective générale pour les années à venir. Il est indispensable de montrer l'ampleur de la crise européenne et la richesse des possibilités qu'elle ouvre. Il serait plus que dangereux de croire au développement automatique du processus révolutionnaire et à la relative facilité de la victoire. Ce défaut, auquel le mouvement trotskyste a souvent succombé y compris du vivant de Trotsky, prend les dimensions d'une tare dans une période de grande tension sociale. Car il amène à brûler les étapes en pensée, à définir des tâches prématurées qui, parce qu'elles ne sont pas réalisables, amène une coupure entre les militants révolutionnaires et les travailleurs d'avant-garde. Dans cet ordre d'idée, il faut se garder de croire qu'une éventuelle victoire de l'Union de la gauche conduirait à l'exacte reproduction de la situation de 1936 : il n'est pas certain que la consti-

tution d'un nouveau gouvernement serait suivie, à très brève échéance, d'une montée ouvrière comparable en ampleur aux grèves de juin ; le développement de la combativité peut prendre des formes au départ plus dispersées. De la même façon, si l'on peut être certain que toute mobilisation massive fera apparaître à la base des organismes de lutte du type conseil, il ne faut pas penser que ces embryons de dualité de pouvoir se mueront aisément en une force coordonnée à l'échelle nationale et capable de constituer la base d'un futur pouvoir ouvrier. Quelle que soit sa spécificité, l'exemple du Portugal a montré la difficulté du passage du comité de masses au conseil révolutionnaire. Le débordement des réformistes n'est pas une formalité que l'on remplit en passant.

Une des plus grandes difficultés réside dans le passage de la lutte *à l'intérieur* du système à la lutte *contre l'Etat*. L'avant-garde ouvrière est prête à franchir ce seuil lorsqu'elle est décidée à la rupture politique et organisationnelle avec les directions réformistes. Il y a étroite imbrication entre les tâches de préparation à la lutte pour le pouvoir et les tâches de construction d'une nouvelle organisation. Cela signifie que l'action des militants révolutionnaires doit tendre à être *une éducation de l'avant-garde ouvrière sur la question du pouvoir*. Education implique d'abord propagande intelligemment menée. Mais, aussi et surtout, agitation. Celle-ci n'est possible que si elle est formulée en des termes qui correspondent aux préoccupations courantes des travailleurs, et si elle équivaut à une préparation à *l'ensemble* des tâches qu'impose la conquête révolutionnaire du pouvoir. Autrement dit, la lutte à mener ne saurait se limiter à exiger des dirigeants du P.S. et du P.C.F. qu'ils prennent la responsabilité d'engager immédiatement le processus de formation d'un nouveau gouvernement. Cette « mise au pied du mur » n'a qu'une valeur démonstrative restreinte car les travailleurs d'avant-garde, objectif prioritaire de l'intervention des révolutionnaires, admettent, plus ou moins à leur corps défendant, les échéances électorales et constatent qu'à leur niveau les comités directeurs de la gauche s'y préparent. Le vrai problème pour les militants de masses les plus radicalisés est de préparer l'après-78, les lendemains des élections, qu'elles soient victorieuses ou non pour la gauche.

Le principal effort de l'extrême-gauche doit être de prouver que l'après-78 se prépare dès maintenant : en engageant au plus tôt une lutte d'ensemble dont le terme, exprimable en mot d'ordre compréhensible, est le renversement de Giscard ; en insistant sur le fait que l'espoir de transformation sociale qui habite les masses ne peut se réaliser par un simple changement de gouvernement mais doit se concrétiser sous la forme de l'auto-organisation des travailleurs. Et celle-ci n'est pas un objectif vague (l'an prochain, les soviets...) mais une perspective concrète qui se prépare au présent. Par exemple, en opposant aux divers plans de la bourgeoisie, le contrôle ouvrier qui peut avoir des applications immédiates, en matière de contrôle des prix, de fiscalité, etc. La combinaison de mots d'ordre précis poussant à l'auto-organisation dans la

perspective de chute de Giscard peut avoir un écho réel dans le mouvement ouvrier qu'elle préparera à une progression sur la compréhension des problèmes du pouvoir beaucoup plus réellement que la répétition de formules dont l'abstraction renvoie à l'algèbre beaucoup plus qu'à la dialectique.

Et si, en 1978, la gauche unie l'emporte, l'avenir dépendra beaucoup du degré de mobilisation réelle qu'auront atteint au préalable les travailleurs. La situation alors sera telle qu'une partie de ceux qui auront été élus par les masses populaires mettront tout en œuvre pour *ne pas* appliquer le Programme commun, au nom du réalisme de l'exercice du pouvoir. Du côté de Mitterrand, les intentions sont presque ouvertement déclarées. Des conflits surgiront à l'intérieur des grandes organisations, du P.C.F. en particulier, entre les dirigeants « responsables » et ceux des militants qui croient en la validité de l'autogestion ou en la nécessité d'une expropriation rapide des monopoles. Ces contradictions peuvent revêtir une dimension politique décisive, pourvu qu'elles ne restent pas confinées dans le cadre des organisations en question, qui ont la possibilité d'atténuer et de dévier bien des débats. Il faut qu'elles soient relayées par les actions d'une classe ouvrière prête à se battre pour le contrôle ou la gestion des entreprises. C'est à cette condition que, par exemple, la lutte des militants communistes qui voudront voir appliquer immédiatement les nationalisations prévues par le Programme commun, et qui chercheront à entraîner les travailleurs afin d'en réclamer un plus grand nombre, pourra prendre toute sa signification de classe et contribuer au développement du mouvement des masses.

Constituer une force efficace même minoritaire, est à l'ordre du jour de l'extrême-gauche révolutionnaire. Cet effort doit être accompli dans une perspective d'unité d'action généralisée : *unité d'action des révolutionnaires pour entraîner l'avant-garde ouvrière à lutter pour des mots d'ordre capables de mobiliser tous les travailleurs contre l'Etat de la bourgeoisie.* Le combat sera rude ; il exige une politique unitaire de tous les instants. Il implique aussi une organisation des révolutionnaires qui, dans toutes les luttes de l'avant-garde, fasse preuve, par la qualité de ses interventions, qu'elle est digne de crédit. Une telle organisation n'existe à l'heure actuelle que de façon embryonnaire. Pour lui donner l'implantation et l'audience indispensables, il faut être convaincu que le parti d'avant-garde qui reste à créer naîtra de fusions et de regroupements entre divers courants, existant aujourd'hui ou qui se dégageront demain. Il ne pourra s'agir d'un mariage dans la confusion : aucun mouvement politique sérieux ne peut naître sans une plateforme politique précise. Mais il faut savoir aussi distinguer ce qui est immédiatement essentiel de ce qui peut naître de la collaboration au sein d'une même organisation. L'essentiel étant une vision commune des tâches à accomplir pour briser l'Etat bourgeois, une conception commune des rapports à entretenir avec le mouvement ouvrier organisé, une analyse commune du rapport des forces internationales. Sur cette

base peut naître un authentique parti révolutionnaire, même s'il n'englobe pas dans son programme initial tous les aspects du programme des marxistes révolutionnaires.

Ces considérations peuvent sembler bien éloignées de la situation actuelle, tant les révolutionnaires semblent faibles, divisés et isolés. Mais, en fait, l'extrême-gauche n'a jamais connu, même en 1968, une conjoncture qui lui réserve tant de perspectives *durables* La stabilité dans l'instabilité qui caractérise la période pré-électorale favorise les grandes organisations, car elle retarde l'éclatement de leurs contradictions internes ; du même coup, l'avant-garde politique piétine quelque peu. Mais l'accentuation de la crise du régime — qui est inscrite dans l'ordre des faits — agira de façon inverse, fournissant aux révolutionnaires l'occasion d'être en prise sur les luttes. En s'élevant à la hauteur des circonstances, ils pourront profiter de cette faveur qu'ils n'ont que rarement connue.

Qui peut dire où en sera la France dans dix ans ? Il ne me semble pas être exagérément optimiste en affirmant *qu'au minimum* existera un parti ouvrier révolutionnaire qui, même s'il a encore en face de lui des organisations réformistes puissantes, sera suffisamment implanté pour leur disputer la direction du mouvement ouvrier. Ce changement n'aura pu s'opérer qu'au travers de luttes de grande envergure. Il témoignera de l'approfondissement inouï de la crise du régime bourgeois, auquel il offrira une issue positive pour les exploités.

On peut donc se répéter. *Oui, dans les prochaines années, la révolution française pourra connaître ses premières victoires.*

Denis BERGER.

(Octobre 1976.)

(1) *Où va la France ?* (Paris, numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale*, février 1969, p. 17). Ce recueil contient les articles les plus significatifs que Trotsky a consacrés à la France du Front populaire. On trouvera aussi des textes d'un grand intérêt dans *Le mouvement communiste en France* (présenté par Pierre Broué, Ed. Minuit, 1967).

(2) Jean-Pierre Rioux (*Révolutionnaires du Front populaire*, Coll. 10/18, 1976), Pierre Broué et Nicole Dorey (*Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire*, dans le *Mouvement social*, n° 54, janvier-mars 1966) ont fait le tableau des diverses tendances de l'extrême-gauche de l'époque. Daniel Guérin (*Front populaire, révolution manquée*, Maspero, 2e édit., 1975) fait un récit vivant des espoirs et des batailles de la période, tels qu'il les a vécus au sein de la gauche révolutionnaire de la S.F.I.O.

DES ÉCOLES, DES CRÈCHES
DES EMPLOIS, DES ESPACES VERTS
DES LOGEMENTS, TOUT ÇA
C'EST DÉPASSÉ... MOI
JE VOUS PROMET
LE BONHEUR...